

une fois payés et donnés à une compagnie subventionnée. Et bien, messieurs, cela n'est point exact : il s'agit de rattacher un traité qui vous obligera pendant quinze ans, de sorte que ces 300,000 francs ne sont, en réalité, qu'une première annuité qui continuera pendant quinze ans, et que, en somme, il s'agit d'une dépense dans laquelle on vous engage aujourd'hui et qui se chiffre par 4,500,000 francs.

Le ministre des Postes et des Télégraphes. Mais, monsieur des Rotours, nous vous écoutons.

M. le PRÉSIDENT. Vous priez, de remarquer, monsieur des Rotours, que vous avez continué, il y a, sans doute, quelques conversations particulières regrettables, mais qui ne peuvent vous empêcher de parler et d'être entendu.

M. DES ROTOURS. De plus, messieurs, il y a un autre point plus critique encore dans ce projet de loi : c'est que, au lieu de vous présenter comme un vote de 300,000 fr. n'est autre chose que l'application de tout un programme.

M. NOËL-PARFAIT. Si le programme est bon !

M. DES ROTOURS. Je réclame l'interpellation, si j'indique, — comme toutes celles qui émanent de notre honorable collègue — le droit d'empêcher, et je dis : Oui, si le programme est bon, je serai le premier à vous proposer de voter le crédit qui en est le préliminaire nécessaire. Mais, si le programme n'est pas trop bien ce qui se passe dans les affaires parlementaires et si au lieu de proposer de voter le crédit qui en est le préliminaire nécessaire, on veut en faire un engagement, tout y passe et qu'il n'y a que le commencement qui compte.

Mon honorable collègue a dit : Si le programme est bon.

Eh bien, si le programme est bon, il faut en accepter le premier point, sur lequel nous devons statuer aujourd'hui ; mais, si l'est mauvais, il faut le rejeter. Je ne vous demande pas à quel point vous le voulez bien entendre la lecture de ce programme.

Le crédit de 300,000 francs par an, répété pendant quinze ans et qui doit imposer aux contribuables français le paiement d'un service postal supplémentaire relatif à la Tunisie.

Il s'agit ainsi que vous le voyez dans le rapport, d'établir un nouveau service postal entre Marseille, la Tunisie et l'Algérie. Nous n'avons point marchandé notre argent pour les services postaux, en 1879, dans des dernières conventions postales, en 1879, mais que le constat du reste M. le rapporteur, on a augmenté les parcours de 1,000 lieues marines, et c'est, j'ai vu le chiffre, je crois qu'il est mentionné dans l'exposé des motifs du Gouvernement et dans le rapport.

M. LE MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. On a diminué la subvention de plus de moitié.

M. DES ROTOURS. Mais a-t-on augmenté, oui ou non, le parcours de 60,000 lieues ?

M. LE MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. Oui, et on a diminué la subvention de plus de moitié, ce qui constitue un double profit.

M. DES ROTOURS. Je ne parle pas du crédit ; j'insiste, en ce moment, de la longueur du parcours.

Eh bien, est-il vrai, oui ou non ?

M. GAVINI. Vous êtes dans l'erreur.

M. DES ROTOURS. Quand on l'honneur d'être interrompu et contredit par un ministre, on doit bien avoir le droit de lui répondre, afin de rétablir la vérité.

M. LE MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. Vous venez d'entendre M. Gavini qui vous dit que vous êtes dans l'erreur.

M. LADRÈGE prononce quelques mots qui ne parviennent pas jusqu'au bureau.

M. DES ROTOURS. Monsieur Ladrège, vous m'interrompez, mais je n'entends pas votre interruption, et, par conséquent, je ne puis ni la comprendre ni y répondre.

M. GAVINI. Un cher collègue, je ne crois que vous êtes dans l'erreur.

M. DES ROTOURS. Je suis interrompu, et par M. Gavini, et par M. Ladrège, et par le ministre : à ce crois nul ne peut résister. Je descendrai de la tribune, si je dois continuer à subir le feu croisé des triples observations de M. Gavini, de M. le ministre et de M. Ladrège.

M. LADRÈGE. Permettez-moi de vous dire que je ne m'occupe pas de vous et que vous n'avez rien de plus à me dire.

M. LE PRÉSIDENT. Veuillez ne pas interrompre. La difficulté pour l'orateur de se faire entendre est d'autant plus grande qu'il est interrompu à droite, à gauche et au milieu. (On rit.)

M. LADRÈGE, s'adressant à l'orateur. Occupez-vous de la loi !

M. LE PRÉSIDENT. Vous n'avez pas la parole, monsieur Ladrège. Vous répondez à la tribune à droite. A l'ordre ! à l'ordre ! l'interrompre !

M. LADRÈGE. On m'interrompt !

M. LE PRÉSIDENT. Vous êtes obligé de vous rappeler à l'ordre si vous continuez à prendre la parole sans l'avoir demandée et oïez donc.

M. LADRÈGE. — Ce serait la première fois que cela m'arriverait !

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez continuer, monsieur des Rotours.

M. DES ROTOURS. Vous devez comprendre, messieurs, combien ma situation ici est difficile.

M. LADRÈGE. — Continuez ! parlez !

M. DES ROTOURS. — En définitive, je ne fais pas œuvre de parti. Veuillez comprendre que je ne veux défendre ici que les intérêts des contribuables.

En réponse à l'interpellation de M. le ministre je m'efforçais d'établir que notre service actuel avec la Tunisie est plus coûteux que le service qui a été notoirement amélioré lors de la dernière adjudication passée le 11 octobre 1878 avec la Compagnie transatlantique.

Voici ce que je lis à la page 2 du rapport de l'honorable M. Héralut.

Après avoir énuméré les diverses lignes postales établies par la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, servant la Tunisie et l'Algérie, l'honorable rapporteur s'exprime en ces termes :

« Cet ensemble de lignes, qui augmentent de 60,000 lieues marines le parcours des courriers, ne constitue, certainement un progrès très-considérable. »

Et se termine les mêmes du rapport.

Ainsi, lorsque nous avons voté, il y a deux ans, la subvention pour les services postaux de la Tunisie, nous avons augmenté de 60,000 lieues marines le parcours des courriers, et, par conséquent, j'étais fondé à dire que le service actuel réalisait une amélioration considérable sur le service précédent.

M. NOËL-PARFAIT. Très-bien ! très-bien !

M. DES ROTOURS. Cela est-il, oui ou non la vérité ? On m'a contredit, on a réclamé, mais j'avais raison, et j'en prends acte.

Cela dit, les 4,500,000 fr. que l'on vous demande de voter, c'est, comme je l'ai fait observer tout à l'heure, la première partie d'un programme que vous n'avez pas oublié et qui énumérât les bienfaits que nous devons assurer aux habitants et au gouvernement de la Tunisie.

Vous avez tous gardé le souvenir de la circulaire remarquable qui, à la date du mai 1881, a été adressée par l'honorable ministre des affaires étrangères, à nos représentants près divers Etats européens.

Dans un beau langage, dont il a le secret, après avoir rappelé les services publics dont avait été antérieurement dotée la Tunisie, grâce aux fonds des capitalistes et des contribuables français, l'honorable ministre des affaires étrangères s'exprimait en ces termes :

« Nous sommes prêts, dès que les bons rapports auront été établis entre les deux peuples, de nous occuper de toutes les entreprises non moins bienfaitrices, des phares sur les côtes ; des chemins indigènes pour rallier hies villes populeuses et prospères les unes aux autres ; de vastes irrigations dans un pays où les rivières ne manquent pas, mais où elles ne sont pas mieux aménagées que les forêts ; des exploitations de richesses abondantes en toutes sortes de métaux ; une culture perfectionnée sur les biens-fonds que les Européens peuvent acquérir dans la région ; de riches mines de fer, de plomb, de zinc, l'emploi d'eaux thermales que jadis les Romains ont découvertes et pratiquées. La région de Tunis est en général très fertile ; la richesse se prodigue à l'antique Carthage l'atteste assez. »

Voilà le programme de la loi qui a été adopté. Il n'y a rien de mystérieux, puisqu'il a été communiqué à toutes les cours étrangères et inséré au Livre Jaune.

En le lisant, je l'ai admiré comme document littéraire, et je me suis dit que c'était assurément un noble dessein que de vouloir relever l'antique Carthage et de constituer sur cette terre d'Afrique un Etat heureux et prospère, rappelant à ceux d'entre nous qui n'ont point oublié leurs classiques, la Salente décrite par l'illustre littérateur, le héros d'Homère, qui a été élu à la fois l'une de nos gloires nationales et l'illustration du siège archépiscopal de Carthage.

La Salente de Fénelon n'a du moins jamais eu de budget et n'a jamais surchargé nos contribuables. Nous pouvions espérer qu'il en serait de même de l'illustre et vénérable M. Barthélemy Saint-Hilaire.

Malheureusement, l'Etat n'est pas resté possible par la seule influence morale, il était possible d'établir à Tunis l'état entré par M. Barthélemy Saint-Hilaire, c'était très bien. Mais l'intervention financière de l'Etat ne se fait pas derrière le programme ; et nous devons nous pas craindre de voir s'établir en réalité, au lieu de la Salente idéale, décrite dans le programme, une Salente en actions, constituée avec garantie financière du Gouvernement français et alimentée annuellement par les contribuables français. La était notre préoccupation.

Aujourd'hui, on vient vous proposer, pour un service postal tunisien, un subside annuel des contribuables français ; on vient vous demander un crédit de 4,500,000 francs renouvelable pendant quinze ans, il s'agit de réaliser une des premières parties du programme. On veut donc établir le service postal tunisien, à ma grande surprise, on demande l'argent des contribuables français.

M. DES ROTOURS. Ce qui a augmenté mon étonnement en ce projet de loi, c'est le langage tenu dimanche dernier par M. le ministre des affaires étrangères dans une solennité agricole, consistant à présenter les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !

M. DES ROTOURS. Messieurs, ce qui m'avait fait penser que le programme du ministre des affaires étrangères, qui était sans aucun doute le programme du Gouvernement tout entier, était un programme de progrès et de prospérité, c'est que, dimanche dernier, M. le ministre des affaires étrangères, appelé à parler au nom du Gouvernement, avait les représentants les plus autorisés de l'agriculture française, leur disant :

M. le PRÉSIDENT. Messieurs, veuillez écouter !